

N°2016-BCA-93

- Membres théoriques : 5
- Membres en exercice : 5
- Membres présents : 4
- Votants : 4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**TRAVAUX DE RÉFECTION DANS UN LOGEMENT DU CIS
SAINT-VALERY-EN-CAUX**

Le 07 octobre 2016, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 septembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Face à l'absence de texte législatif ou réglementaire envisageant la possibilité d'accorder à un sapeur-pompier volontaire un logement de fonction en raison de cette qualité, le Service départemental d'incendie et de secours a restitué à la commune de Saint-Valery-en-Caux, le 1^{er} octobre 2015, les logements attachés au centre d'incendie et de secours.

Toutefois, un des logements restitués était vacant ; le locataire précédent, en situation de grande précarité, l'ayant quitté depuis plusieurs mois. Cependant, l'état dans lequel se trouve l'immeuble restitué s'avère dégradé.

Conformément aux dispositions de la convention initiale de mise à disposition de ce logement par la commune, le Sdis devait en assurer l'entretien ainsi que les grosses réparations. Le service n'a pu exiger du locataire, alors en commission de surendettement, sa remise en état.

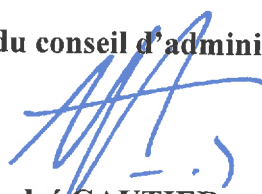
À ce titre, il vous est demandé d'autoriser le service, après accord de la municipalité de Saint-Valery-en-Caux, d'entreprendre les travaux de rénovation nécessaires, estimés à 11 000 €.

À l'issue, la commune louera ce logement à un sapeur-pompier volontaire.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent, à l'unanimité, ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

